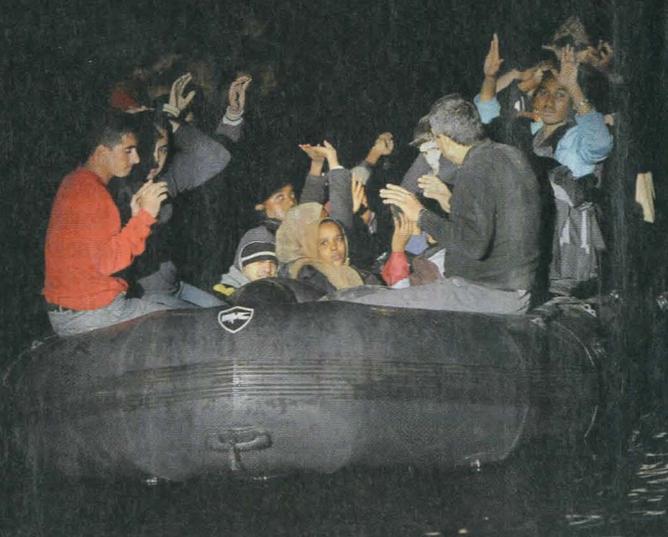


Avec la crise budgétaire et économique, c'est le dossier qui inquiète l'Europe. Athènes est devenue la porte d'entrée sur le Vieux Continent des migrants sans papiers, syriens et afghans en particulier. Et, là aussi, l'Etat est débordé.

Clandestins

L'autre bombe grecque

PHOTOS : A. MESSINIS/AFP



DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
CHARLES HAQUET

Ahmad entrouvre la porte de son appartement, puis jette un regard craintif vers l'escalier. Il est minuit, dans la cité de Neos Kosmos, un quartier populaire d'Athènes. C'est l'heure où les crânes rasés de l'extrême droite se livrent à leur sport favori : la chasse aux migrants clandestins. Il y a trois semaines, ils ont délogé des réfugiés afghans d'un

immeuble voisin. Les malheureux se sont enfuis, terrorisés, sous une pluie torrentielle. Ahmad ne veut pas subir le même sort. Une fois rassuré, il fait signe d'entrer. A l'intérieur, une dizaine d'hommes sont étendus sur des matelas de mousse. Au plafond, une ampoule dénudée diffuse une lumière safranée. Sur le sol, un bac rempli d'eau. « Les tuyaux sont bouchés, on ne peut pas se laver, se plaint Ahmad. Et dire que l'on paie 250 euros tous les mois pour vivre dans ce taudis ! » Que faire ? Personne n'a de

EXIL En 2009, les migrants passaient souvent par l'île Agathonissi, en mer Egée, pour rejoindre la Grèce. Aujourd'hui, ils privilégient les îles de Chio, Lesbos, et Samos.

papiers, ce squat est leur seul abri. Bientôt, les langues se délient. Tous sont Syriens. Il y a quelques mois, ils sont passés en Turquie pour fuir les combats. A Istanbul, un Kurde les a conduits jusqu'à la frontière grecque. Moyennant 3 000 dollars, il leur a fait traverser le fleuve Evros, puis, échappant aux contrôles policiers, ils ont rejoint Athènes. Et là, désillusion : « Nous avons quitté l'enfer syrien pour tomber dans le piège grec », soupire-t-il. A peine arrivé, Ahmad a voulu régulariser sa situation. Il a tout essayé,



en vain. Les centres d'accueil ? Saturés. Les services d'immigration ? Inexistants. Il a fini par se présenter dans un poste de police. Le document délivré sur place précise qu'il dispose de trente jours pour déposer une demande d'asile. Passé ce délai, il doit quitter le territoire. « Mais les bureaux n'ouvrent que le samedi matin, et les fonctionnaires traitent une vingtaine de dossiers seulement. Après quoi, ils referment les portes. » Les centaines d'étrangers qui ont attendu pour rien – parfois depuis la veille

PÉRIPLÉ Migrants près du village de Nea Vyssa, en avril. Pour essayer de freiner l'afflux de clandestins, Athènes a décidé de déployer 1 800 policiers à la frontière gréco-turque.

– doivent revenir le samedi suivant, où le même scénario se reproduira. C'est Kafka au pays d'Héraclès !

Combien de réfugiés se retrouvent, en Grèce, dans cette situation ? « Personne ne le sait vraiment, répond Dimitris Tsoukalas, député chargé des questions liées à la protection du citoyen au sein du parti Syriza (extrême gauche). Certains pensent qu'ils sont plus d'un million. Moi, je dirais 500 000. » Si l'on en croit le gouvernement grec, la situation serait sous contrôle. Fini, les errances

de 2007 et 2008, où, dans une totale indifférence, des centaines de migrants débarquaient chaque jour à Athènes, transformant le centre-ville en un immense ghetto. Ce laxisme a beaucoup favorisé l'émergence d'un parti xénophobe, Aube dorée, qui a obtenu près de 7 % des voix lors des élections législatives de juin. « Les précédents gouvernements se contentaient de beaux discours, affirme Andreas Vellios, vice-président de Poaxia, le syndicat des officiers de la police. Aujourd'hui, il y a une volonté politique ●●●



●●● de traiter le sujet. » Et d'évoquer deux récentes mesures prises par l'Etat. D'abord, le déploiement de 1 800 policiers à la frontière gréco-turque : « L'afflux de migrants a baissé de 80 % », affirme Nikolaos Dendias, ministre de l'Ordre public et de la Protection du citoyen. Ensuite, le lancement d'une vaste opération de « nettoyage » baptisée « Xenios Zeus » (« Zeus hospitalier », cela ne s'invente pas !), qui a déjà entraîné l'arrestation de 3 000 sans-papiers dans les quartiers chauds de la capitale.

Rue Geraniou, à quelques pas de la place Omonia, dans le centre d'Athènes. Trois policiers interpellent des Pakistanais qui discutent sous un porche. A peine ces derniers voient-ils les uniformes qu'ils sortent leurs papiers d'un geste laconique. Ceux-ci sont en règle. « Certains jours, on arrête une quinzaine de clandestins, d'autres, aucun, commente Yananis, le chef de la patrouille. Mais peu importe le nombre, ce qui compte, c'est de montrer aux habitants qu'ils ne sont plus livrés à eux-mêmes. »

Le droit d'asile, seul moyen de rester dans le pays

Et il est vrai que ces mesures, très médiatisées, sont bien accueillies par la population. Suffiront-elles à changer la donne ? Beaucoup en doutent, à commencer par Andreas Vellios : « On ne peut traiter ce problème sous le seul angle policier, c'est toute la politique d'immigration qu'il faut remettre à plat. » Et là, tout reste à faire.

« Ce fameux droit d'asile, par



L. GOULIAMAKIS/AFIP

exemple. Plus de 60 000 migrants ont demandé à en bénéficier. « Mais la plupart d'entre eux n'en ont pas le profil, relève Giorgos Tsbopoulos, chef de l'antenne grecque du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. Les clandestins savent que le système est bloqué et que les dossiers s'accumulent sans être traités. Ils ont compris que c'était le seul moyen, pour eux, de rester dans le pays. » Conscient du problème, le gouvernement a annoncé que le traitement des demandes serait accéléré afin de démasquer les « faux » réfugiés. Mais les 300 embauches prévues à cet effet ont été gelées par le plan d'austérité. Rien ne se passera avant la mi-2013...

« Que vont devenir tous ces illégaux ? « Ceux qui viennent en Europe sans passeport, juste dans l'espoir d'une vie meilleure, doivent repartir chez eux », estime Michalis Chrisochoidis, ancien ministre (Pasok) chargé de l'Ordre public. « Irréaliste ! réfute Dimitris Tsoukalas (Syriza). D'abord parce qu'ils sont trop nombreux. Ensuite, parce qu'il n'existe aucun accord avec leur pays d'origine prévoyant leur retour. » Pis, les migrants qui tentent de rentrer chez eux par le

PATROUILLE Dans le centre d'Athènes, en mars, les policiers grecs arrêtent des « sans-papiers ».

Chantage turc

« Supprimez l'obligation de visa pour les Turcs qui veulent voyager en Europe et nous ne laisserons plus passer les migrants » : c'est, en substance, le marché que le gouvernement d'Ankara propose à Bruxelles. A priori, le consensus n'est pas loin. « Un accord a été ratifié, mais il n'a pas encore été signé », précise Cecilia Malmström, commissaire européenne aux Affaires intérieures. En attendant, le gouvernement turc maintient sa pression. La compagnie Turkish Airlines multiplie les ouvertures de lignes en Afrique et au Moyen-Orient. Les visas turcs sont faciles à obtenir. Et, à Istanbul, les réseaux de passeurs se multiplient. Il en coûte 3 000 euros pour arriver à Athènes, par terre ou par mer.

même chemin ne le peuvent pas. Car les autorités turques, si promptes à laisser les migrants traverser leur territoire (*voir ci-contre*), leur interdisent en revanche tout retour en arrière...

Résultat, ils échouent tôt ou tard dans un centre de détention, comme celui de Komotini, dans l'est du pays. Perdues dans le maquis, quelques baraques en dur y sont cernées de barbelés. Dans la cour, des dizaines d'hommes surexcités hurlent leur détresse. « J'ai été arrêté à Athènes, il y a huit mois, témoigne Fatya, les mains cramponnées au grillage. Ici, nous vivons les uns sur les autres, il n'y a pas de médecin. Je n'ai rien pour me raser. J'ai tout perdu, même ma liberté. »

Ce qu'il ne sait pas, c'est qu'il la recouvrera sans doute bientôt : comme les 500 autres « détenus » de ce camp, Fatya finira par être libéré pour laisser la place aux nouvelles vagues de migrants. Qui sont toujours aussi nombreuses, contrairement à ce que laisse entendre le discours officiel.

Sur les neuf premiers mois de 2012, selon des données policières, 65 781 clandestins ont été arrêtés, soit à peine 3 000 de moins qu'en 2011, sur la même période. Les renforts policiers, massés le long



Y. KARAHALIS/REUTERS

de la frontière, n'ont eu qu'un effet : inciter les passeurs clandestins à changer de circuit. Désormais, ils privilégient la route des îles – notamment celles qui sont proches des côtes turques, comme Chio ou Lesbos. Dans l'archipel du Dodécanèse, les policiers ont arrêté 556 migrants entre janvier et septembre, contre... 39 l'année précédente.

Samos n'est pas épargnée. Une visite au port du même nom, dans le nord-est de l'île, permet de le vérifier. Une mer bleu céruleen, des pêcheurs qui nettoient leurs filets sur le débarcadère : ce paysage idyllique ferait presque oublier les toits en tôle ondulée qui brillent à flanc de colline. Il y a deux ans, des centaines de migrants, venus de Turquie en canots pneumatiques, vivaient ici. Depuis, le flux s'est tari et le camp a fermé. Mais il pourrait rouvrir prochainement. Une soixantaine de Syriens ont débarqué il y a peu dans une crique. « Ils sont entassés dans les cellules du commissariat de Vathi, à quelques kilomètres, raconte Melina Papageorgiou, membre d'une association de défense des droits des réfugiés. Il faudrait les installer dans le camp et leur offrir des conditions de vie décentes. » Une idée combattue

par Aube dorée, qui vient de manifester contre ce projet.

Il faudra pourtant trouver une solution. Car les Syriens sont de plus en plus nombreux à tenter leur chance. Hala Akari, qui représente la communauté syrienne en Grèce, le confirme : « En Jordanie et au Liban, les centres d'accueil sont saturés. Mes compatriotes vont affluer en Europe. »

Passeurs roumains, serbes... des mafias très organisées

Une fois en Grèce, que feront-ils ? Se terreront-ils dans un squat, comme Ahmad ? Ou fuiront-ils ce pays qui n'a rien à leur offrir, et rejette même ceux qui font l'effort de s'intégrer ? Rajah Mohammad, afghan, pensait avoir passé le cap. Depuis deux ans, il apprend le grec et travaillait dans une sandwicherie, en périphérie d'Athènes. Le 30 juillet 2012, à 23 heures, tandis qu'il rentrait du travail, deux hommes l'ont frappé avec une pierre. Il s'est réveillé le lendemain, à l'hôpital, le front ouvert. « Ici, les étrangers sont persécutés, commente-t-il. Je veux partir en France ou en Suède. A pied s'il le faut ! Je n'ai pas de papiers, mais un faux passeport ne coûte que 200 euros. »

La voilà, la réalité. Incapable de

IMPUISANCE

Des baraques en dur cernées de barbelés perdues au milieu de nulle part... Tôt ou tard, les illégaux échouent dans un centre de détention. Ici, le camp d'Amygdaleza, le 30 avril.

CETTE ENQUÊTE
FAIT L'OBJET
D'UN PROLONGEMENT
SUR NOTRE SITE
INTERNET. DÉCOUVREZ
L'INTERVIEW DE
CECILIA MALMSTRÖM,
COMMISSAIRE
EUROPÉENNE AUX
AFFAIRES EUROPÉENNES,
AINSI QU'UN REPORTAGE
VIDÉO INÉDIT
DE NOTRE ENVOYÉ
SPÉCIAL, SUR

LEXPRESS.FR

surveiller ses 15 000 kilomètres de côtes, le gouvernement grec ne contrôle pas davantage ses frontières intérieures de l'espace Schengen. Aucun chiffre ne circule sur le nombre de migrants qui parviennent à quitter le territoire. Mais ils sont nombreux, assure Yonous Muhammadi, un médecin qui, à Athènes, s'occupe des communautés de réfugiés : « La police considère qu'il y a 80 000 Afghans en Grèce, rappelle-t-il. Mais elle n'enregistre pas les sorties ! Moi qui les accueille, je sais qu'ils repartent très vite vers d'autres pays d'Europe, en recourant à des passeurs roumains, serbes, albanais ou grecs. Ces mafias sont très bien organisées. » Et efficaces, aussi. Sur 10 clandestins interpellés aujourd'hui en Europe, 7 sont entrés par la porte grecque. « Il faudrait les arrêter avant qu'ils ne filent en direction de l'ouest, par Patras ou la Macédoine », estime Grigorios Apostolou, qui dirige le bureau grec de Frontex, la police européenne des frontières.

D'autant que les départs semblent de plus en plus faciles. Dernière tendance : l'avion. « La Grèce est dans l'espace Schengen, rappelle un policier à l'aéroport. Il n'y a pas de contrôle d'identité lors de l'embarquement. » Faute de coopération de la part des autorités grecques, la plupart des grands pays européens ont envoyé des officiers de liaison à Athènes afin de repérer ces « illégaux » avant qu'ils n'embarquent. Depuis le début de l'année, un agent français en a, à lui seul, stoppé 500 en partance vers Paris. Gardant toujours un coup d'avance, les trafiquants font maintenant passer les clandestins par des aéroports secondaires, comme ceux de Rhodes ou d'Héraklion. « C'est une course sans fin, nous ne la gagnerons pas seuls, soupire Michalis Chrisochoidis, l'ancien ministre. Aujourd'hui, on ne peut plus considérer que cette immigration clandestine soit un problème grec. C'est devenu celui de l'Europe. » ● C. H.